

Direction des services techniques
GB/HC/DC/RN

ARRÊTÉ MUNICIPAL N° ST 73-2020

**Portant dérogation à l'arrêté du 1 décembre 2005
et l'arrêté du 8 avril 2009
portant interdiction à la circulation des poids lourds
de plus de 3.5 tonnes
Route des Crêtes - Chemin de Curet**

Le Maire de la Commune du Lavandou

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment ses articles L 2212-2 et L.2213-1,

Vu le Code de la Route,

Vu le Code de la Voirie Routière,

Vu l'arrêté du 1 Décembre 2005 interdisant la circulation aux véhicules de plus de 3.5 tonnes sur la Route des Crêtes,

Vu l'arrêté du 8 Avril 2009 interdisant la circulation aux véhicules de plus de 3.5 tonnes sur le Chemin de Curet,

Vu l'arrêté municipal N°201437 du 04/04/2014 portant délégation de fonction et de signature à M. Denis CAVATORE,

Vu la demande en date du 7 Novembre 2019 par laquelle **la société Provence Travaux Publics - Rue du petit Pont - Port de Caronte - Croix Sainte - 13500 MARTIGUES**, sollicite l'autorisation d'emprunter la Route des Crêtes - Chemin de Curet, pour la réalisation d'une réserve d'eau avec poteau incendie, au restaurant « Le relais du Vieux Sauvair » - Route des Crêtes - Corniche de la Pierre d'Avenoun,

Considérant qu'il convient de déroger à l'arrêté du 1 Décembre 2005 et à l'arrêté du 8 Avril 2009, pour la durée des travaux,

ARRETE

Article 1 : La société Provence Travaux Publics est autorisée à emprunter la Route des Crêtes - et à faire circuler sur la Route des Crêtes et le Chemin de Curet, un véhicule dont le PTAC est supérieur à 3.5 tonnes.

Article 2 : Cette dérogation est délivrée à titre exceptionnel **du lundi 2 mars 2020 au samedi 4 avril 2020, inclus**

Article 3 : L'entreprise demeure responsable de tous dommages pouvant survenir lors du passage de son véhicule et ne pourra en aucune façon mettre en cause la commune, notamment à la suite d'un affaissement de chaussée ou d'un pont provoqué par le passage d'un véhicule bénéficiant de la dérogation temporaire de tonnage.

Article 4 : La dérogation doit être obligatoirement en possession du conducteur du véhicule concerné.

Article 5 : La présente autorisation pourra être modifiée ou révoquée en tout ou partie, soit en cas d'inexécution des conditions d'autorisation, soit dans le cas où l'administration le jugerait utile pour les besoins de la voirie ou dans un but quelconque d'intérêt public. Le pétitionnaire devra alors, et sur notification d'un arrêté de mise en demeure, se conformer aux mesures qui lui seraient prescrites, sans pouvoir prétendre à aucune indemnité.

Article 6 : Un recours pourra être déposé contre le présent arrêté devant le Tribunal Administratif de Toulon sis 5, rue Racine, BP40510 – 83041 TOULON Cedex 9 – ou par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr, dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification.

Article 7 : Monsieur Le Directeur Général des Services, Monsieur Le Chef de Brigade de Gendarmerie, Monsieur Le Chef de la Police Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une ampliation sera adressée à la société Provence Travaux Publics.

Fait au Lavandou, le 24 février 2020

Pour Le Maire
Denis Cavatore – Conseiller Municipal
Délégué aux Travaux



Le Maire,

- certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte,

- informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Toulon dans un délai de deux mois à compter de la présente notification

Notification faite à la société Provence Travaux Publics par mail

En date du